

Arrêté instituant un comité technique d'établissement public et un comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail d'établissement public auprès de l'Agence française pour la biodiversité

Rapport de présentation

L'Agence française pour la biodiversité, établissement public administratif, sera créé au 1er janvier 2017 dans le cadre de la loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages.

Cette loi prévoit en son article 15 que soient institués un comité technique d'établissement public (CT) et un comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail d'établissement public (CHSCT) pour assurer la représentation des personnels.

Le comité technique d'établissement public sera présidé par le directeur général de l'Agence française pour la biodiversité. Le nombre de sièges des représentants du personnel est fixé à dix (10). Ils seront élus au scrutin de liste.

Le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail d'établissement public sera présidé par le directeur général de l'Agence française pour la biodiversité. Le nombre de représentants du personnel est fixé à neuf (9). Ils seront désignés par les organisations syndicales siégeant au comité technique d'établissement.

Il est rappelé à titre transitoire, que jusqu'aux élections qui seront organisées en 2018, le comité technique sera constitué " *proportionnellement aux voix obtenues par chaque organisation syndicale lors des élections aux comités techniques organisées en 2013 et en 2014 au sein des organismes mentionnés à l'article 11 de la loi auxquels se substitue l'Agence française pour la biodiversité ;*

L'appréciation de la représentativité des organisations syndicales aptes à désigner des représentants au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail s'effectuera proportionnellement au nombre de voix obtenues lors de l'élection des représentants du personnel aux comités techniques des organismes, organisées en 2013 et en 2014.

Les comités techniques et les comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail des établissements publics auxquels se substitue l'agence française pour la biodiversité sont maintenus en fonction. Durant cette période, le mandat de leurs membres se poursuit. "

Ce texte prévoit également la compétence du comité technique ministériel et du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ministériel sur cet établissement, qui sont compétents, dans le cadre des dispositions de l'article 3 du décret du 15 février 2011 et dans le cadre des dispositions du titre IV du décret n°82-453, pour connaître des questions communes à l'Agence française pour la biodiversité et aux établissements publics administratifs visés à l'article 1^{er} de l'arrêté du 31 juillet 2014 et à l'article 1^{er} de l'arrêté du 10 avril 2015.

Le présent projet d'arrêté a pour objet de créer les deux instances sus-visées.

Ce texte a été présenté aux organisations syndicales en comité de suivi le 6 juillet 2016.